

BLOUIN GENEST, Gabriel, JULIEN, Frédéric et PAQUEROT, Sylvie (2012) L'eau en commun. De ressource naturelle à chose cosmopolitique. Québec, Presses de l'Université du Québec, 164 p. (ISBN 978-2-7605-3239-7)

Jacques Bethemont

Volume 56, Number 158, September 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1014557ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1014557ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

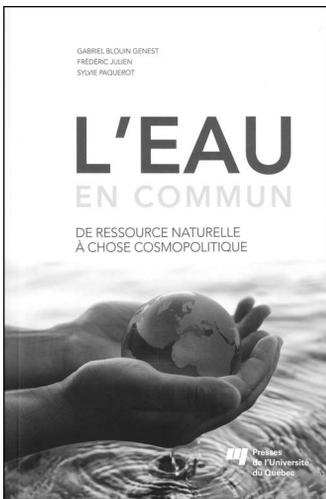
[Explore this journal](#)

Cite this review

Bethemont, J. (2012). Review of [BLOUIN GENEST, Gabriel, JULIEN, Frédéric et PAQUEROT, Sylvie (2012) L'eau en commun. De ressource naturelle à chose cosmopolitique. Québec, Presses de l'Université du Québec, 164 p. (ISBN 978-2-7605-3239-7)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(158), 494–495.
<https://doi.org/10.7202/1014557ar>

proportions gardées bien sûr, à un « tournant imaginaire », susceptible de donner à penser et à voir autrement l'espace géographique? Toujours est-il qu'à la lecture de cet ouvrage, la question mérite d'être posée et fera vraisemblablement l'objet de publications ultérieures.

Lionel Dupuy
Laboratoire SET - UMR 5603 CNRS
Université de Pau et des Pays de l'Adour



BLOUIN GENEST, Gabriel, JULIEN, Frédéric et PAQUEROT, Sylvie (2012) *L'eau en commun. De ressource naturelle à chose cosmopolitique*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 164 p. (ISBN 978-2-7605-3239-7)

Cet ouvrage, encore plus dense qu'il n'est bref, repose sur une interrogation : Pourquoi un pays comme le Canada ne s'implique-t-il pas plus activement en ce qui concerne l'élaboration des politiques mondiales/internationales liées à l'eau? La réponse est évidente : bien doté et protégé par ses frontières, le pays n'est pas concerné par la crise mondiale de l'eau. Peut-il pour autant s'exonérer de toute solidarité sinon de toute responsabilité à l'échelle planétaire? Face à un isolationnisme

confortable, les auteurs prennent position en faveur d'un engagement pour la mise en commun de la question de l'eau en se réclamant d'un cosmopolitisme défini comme l'ouverture à un monde où les frontières et les États compteraient moins que la solidarité face à un destin commun. Cette mutation serait sanctionnée par le passage des États-Nations à une gouvernance mondiale.

L'application de ces principes à l'eau passe par une nouvelle conception de celle-ci, considérée à ce jour comme une ressource à exploiter à des fins diverses et pas toujours coordonnées. Les principes de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), même s'ils impliquent la protection de la ressource, ne répondent pas à l'attente d'une gouvernance mondiale, dans la mesure où ils partent de la demande et non de l'offre. De même le marché dont les compétences sont dépassées par le fait que l'eau est non seulement une ressource mais un milieu de vie dont les valeurs ne sont pas quantifiables par la main invisible.

La mise en œuvre de nouveaux principes de gestion intégrant, dans la perspective de l'eau comme bien commun de l'humanité, à la fois les valeurs économiques et écologiques se heurte au principe de souveraineté des États, maîtres des ressources dans leur aire territoriale, de sorte que les concepts de ressource partagée ou de patrimoine commun de l'humanité, quoique bien identifiés, n'ont jamais été mis en application. D'où la nécessité d'instaurer quatre principes d'un cosmopolitisme de l'eau : sa non-appropriation à l'échelle de l'État ou du bassin ; la reconnaissance de la primauté des fonctions vitales ; l'établissement d'une hiérarchie des usages ; la fin du droit de détruire, c'est-à-dire de polluer, saliniser, etc. Force est de reconnaître que les instances politiques ignorent ces principes qui ne pourront émerger que dans le cadre d'une écocitoyenneté étendue à l'échelle de la planète.

Au terme d'une lecture attentive des principes ainsi définis et proposés à l'humanité bienveillante ou souffrante selon qu'elle a

ou non un plein accès à l'eau, apparaissent tout de même les éléments d'une réflexion critique, à commencer par l'improbable compatibilité entre le «droit à l'eau» et les moyens de l'assurer sans des transferts matériels (transferts massifs) ou économiques («eau verte» fournie à des pays insolvables) qui sont en contradiction avec les principes d'une gestion respectueuse des équilibres écologiques. Aussi bien, le propos des auteurs est-il déconnecté de bien des contingences. De façon très symptomatique, alors que le questionnement est posé d'entrée de jeu au niveau du Canada, le mot même de Canada n'est cité de façon incidente qu'une seule fois à la page 131, cependant que dans la riche bibliographie de l'ouvrage, les travaux très éclairants de Frédéric Lasserre ne sont pas répertoriés. Autant dire que, si sympathique que soit l'hypothèse d'une gestion de l'eau dans le cadre d'une gouvernance mondiale, celle-ci ne sort guère du registre de l'utopie. Cela n'ôte rien de son intérêt à une lecture stimulante, mais comme il serait intéressant de voir les auteurs mettre en application leurs théories à l'échelle non pas de la planète mais simplement de l'ALENA.

Jacques Bethemont
Université Jean Monnet



BONNY, Yves, OLLIVRAUT, Sylvie, KEERLE, Régis et LE CARO, Yvon (dir.) (2011) *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 407 p. (ISBN 978-2-7535-1732-5)

C'est l'envers du décor que nous donne à aborder cet ouvrage, en fait une forme de grille de lecture de la complexité du réel, qui caractérise les territoires nous entourant. Le parti pris de départ est ambitieux et correspond à une attente profonde. L'approche de la complexité des territoires passe, selon les auteurs, par la mise en avant d'une réalité ordinaire à travers une approche forcément pluridisciplinaire, au croisement de la sociologie, de l'anthropologie, de la géographie et de la science politique. Parce qu'il y a l'homme et ses multiples «casquettes», parce qu'il y a son vécu, ses représentations, et parce qu'il y a l'espace et ses objets anthropiques multiples, alors naissent les conflits qui mobilisent de manière continue nécessitant un regard pluriel et coordonné dans le temps. Les auteurs proposent une graduation de la mobilisation des acteurs – nous le sommes tous –, de la pratique ordinaire aux formes d'action collectives politiques jusqu'à l'action publique, afin de donner une continuité à des formes d'actions différentes, mais forcément liées, qui mettent en forme l'espace que nous qualifierons de